Comment IsraÃ«l parvient Ã intercepter les taxes douaniÃ¨res de la Palestine

Description

Par Amal Ahmad, le 3 fÃ©vrier 2015

Amal Ahmad (@Al Shabaka)
Amal Ahmad (@Al Shabaka)

Faisant son entrÃ©e dans la Nouvelle AnnÃ©e avec une tactique qui lui est familiÃ¨re, IsraÃ«l a **gelÃ©** quelque 127 millions de dollars de taxes douaniÃ¨res qui revenaient Ã lâ??AutoritÃ© Palestinienne (AP). Ces temps-ci, IsraÃ«l use de reprÃ©sailles contre la demande formelle de la Palestine de rejoindre la Cour Criminelle Internationale. PrÃ©cÃ©demment, il a usÃ© de reprÃ©sailles contre les tentatives de la Palestine de **mener des actions** contre les colonies, de former un gouvernement dâ??unitÃ©, et de demander Ã Ãªtre membre Ã part entiÃ¨re des Nations Unies.

Ces mesures israÃ©liennes, fermement condamnÃ©es par la communautÃ© internationale, affaiblissent lâ??AP. Son budget **repose largement** sur les taxes dâ??importation, qui sont collectÃ©es (et contrÃ´lÃ©es) par des douaniers israÃ©liens avant dâ??Ãªtre transfÃ©rÃ©es aux Palestiniens. Les retenir a de sÃ©vÃ¨res consÃ©quences sur la santÃ© et lâ??Ã©ducation dans les territoires occupÃ©s et des milliers de familles palestiniennes se retrouveront sans salaire ce mois-ci.

Cependant, condamner IsraÃ«l sans faire rÃ©fÃ©rence aux intÃ©rÃªts stratÃ©giques qui guident ses actions est insuffisant.. En rÃ©alitÃ©, la capacitÃ© dâ??IsraÃ«l Ã intercepter les taxes douaniÃ¨res de la Palestine nâ??est quâ??une manifestation de ses projets envers le peuple palestinien. Pour en comprendre les raisons, il est utile de passer rapidement en revue les arrangements commerciaux et financiers mis en place avant dâ??examiner les intÃ©rÃªts centraux israÃ©liens qui les sous-tendent.

Jusquâ??Ã 1994, lorsque IsraÃ«l et lâ??Organisation de LibÃ©ration de la Palestine (OLP) ont signÃ© le **Protocole Economique de Paris**, annexe Ã©conomique des Accords de Paix dâ??Oslo, les militaires israÃ©liens ont directement administrÃ© le commerce avec les territoires depuis leur occupation en 1967.

Le Protocole, loin de stimuler la paix et le partenariat israÃ©lo-palestiniens comme le prÃ©tendaient les discours, a en fait codifiÃ© la relation asymÃ©trique entre lâ??occupation militaire israÃ©lienne et la population palestinienne occupÃ©e.

Le Protocole a transformÃ© en loi les habitudes officieuses qui avaient Ã©tÃ© mises en place, soumettant presque entiÃ¨rement les Palestiniens Ã la politique commerciale israÃ©lienne, et empÃªchant de plus en plus le dÃ©veloppement de lâ??Ã©conomie palestinienne, par lâ??Ã©rosion continue de sa base de production et par lâ??accroissement de sa dÃ©pendance aux importations et Ã lâ??aide.

Lâ??union des douanes a Ã©galement intensifiÃ© la dÃ©pendance de lâ??Ã©conomie palestinienne au marchÃ© israÃ©lien : des taxes Â« internes Â» plus basses encouragent les commerÃ§ants

palestiniens Ã importer des marchandises produites par IsraÃ«l plutÃ´t que venant du monde extÃ©rieur.

CombinÃ© au fait quâ??IsraÃ«l rend exceptionnellement **difficile** lâ??importation de marchandises de Jordanie ou dâ??Egypte, ceci fait que 70 Ã 90 pour cent de toutes les importations palestiniennes viennent obligatoirement dâ??IsraÃ«l ou passent par les ports israÃ©liens.

Lâ??arrangement commercial est fonction du droit exclusif dâ??IsraÃ«l de collecter les taxes sur les importations, Ã la fois via les ports israÃ©liens sur lâ??extÃ©rieur et par les carrefours Â« internes Â» avec les Palestiniens â?? ceci aussi reprÃ©sente une continuitÃ© depuis lâ??Ã©poque prÃ©-Oslo codifiÃ©e par le Protocole. Et, lÃ oÃ¹ les systÃ¨mes Ã©conomiques sâ??arrÃªtent, le pouvoir militaire triomphe. Sur les carrefours restants oÃ¹ les Palestiniens ont le droit de collecter des taxes, IsraÃ«l a sans cesse **refusÃ©** dâ??autoriser la prÃ©sence de douaniers palestiniens.

Câ??est par ces arrangements Ã©conomiques que les taxes dâ??importation dues Ã lâ??AutoritÃ© Palestinienne passent par IsraÃ«l avant dâ??atterrir dans les mains des Palestiniensâ?¦ ou pas.

Via la duretÃ© de ces mesures Ã©conomiques, câ??est lâ??agenda politique dâ??IsraÃ«l qui pilote lâ??agenda Ã©conomique des Palestiniens. Plus spÃ©cifiquement, lâ??intÃ©rÃªt dâ??IsraÃ«l Ã avoir des frontiÃ¨res intÃ©rimaires se trouve au coeur de tous ses arrangements, y compris commerciaux et fiscaux, avec lâ??Ã©conomie palestinienne.

En fait, **le plus grand bÃ©nÃ©fice** de lâ??union douaniÃ¨re pour ses architectes israÃ©liens a Ã©tÃ© lâ??ajournement Ã lâ??infini de la conclusion des frontiÃ¨res et le maintien des frontiÃ¨res intÃ©rimaires. Tout autre arrangement commercial aurait exigÃ© , soit un tracÃ© des frontiÃ¨res entre IsraÃ«l et la Palestine, soit leur Ã©limination complÃ¨te. Le premier arrangement se traduirait par un Etat palestinien souverain, le dernier par un Etat binational intÃ©grÃ©.

TrÃ¨s clairement, ces deux scÃ©narios politiques sapent les intÃ©rÃªts stratÃ©giques dâ??IsraÃ«l. Par consÃ©quent, sans tenir compte de lâ??aspect Ã©conomique du sujet, tous les arrangements Ã©conomiques sont mis hors dÃ©bat, exceptÃ© celui qui nâ??exige ni frontiÃ¨res ni intÃ©gration : lâ??union douaniÃ¨re.

De la mÃªme faÃ§on, le contrÃ´le dâ??IsraÃ«l sur les taxes commerciales palestiniennes est le rÃ©sultat concret du refus dâ??IsraÃ«l dâ??accepter des frontiÃ¨res palestiniennes souveraines (la soi-disant solution Ã deux Etats), condition prÃ©alable Ã la collecte indÃ©pendante des impÃ´ts. Câ??est aussi la preuve de la rÃ©pugnance dâ??IsraÃ«l Ã envisager lâ??Ã©galitÃ© des droits entre Palestiniens et Juifs, en IsraÃ«l et dans les territoires quâ??il contrÃ´le (la solution Ã un Etat), qui intÃ©grerait les dÃ©penses publiques et Ã©liminerait le besoin de sÃ©parer les taxes douaniÃ¨res.

En rÃ©sumÃ©, et lâ??union douaniÃ¨re et la pratique de collecte des taxes qui sâ??y rattache sont une suite logique des intÃ©rÃªts dâ??IsraÃ«l Ã maintenir les Palestiniens et leur Ã©conomie sans souverainetÃ© et sans intÃ©gration.

En fait, câ??est lâ??application dâ??une trÃ¨s cynique solution sans-Etat pour les Palestiniens occupÃ©s, solution devenue de plus en plus acceptable en IsraÃ«l. Le Ministre israÃ©lien de lâ??Economie, Naftali Bennet, a rÃ©cemment Ã©crit un Ã©dito qui salue une construction sans-Etat pour les Palestiniens en tant que plan pour la paix.

Les **USA** et **lâ??Union EuropÃ©enne** ont critiquÃ© la dÃ©cision dâ??IsraÃ«l de geler les taxes. Cependant, ils feraient mieux de contester la plus large stratÃ©gie israÃ©lienne plutÃ´t que de se focaliser sur les symptÃ´mes du problÃ¨me et de ne voir que lâ??arbre qui cache la forÃªt.

Amal Ahmad est une membre politique de Al-Shabaka : Le RÃ©seau Politique Palestinien.

Traduction : J. Ch. pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source: The Hill

date crÃ©Ã©e
2015/02/04